

**Liste des arrêts de la Cour de Justice
en matière d'éducation, de formation et de notions connexes**

document composé par Aristeidis Lavrentzos, DG EAC.A.04

Arrêt de la Cour du 3 juillet 1974. / Affaire 9-74. / Donato Casagrande contre Landeshauptstadt München.

Libre circulation - travailleurs - ressortissant d ' un Etat membre - emploi sur le territoire d ' un autre Etat membre - enfants - enseignement - admission dans les mêmes conditions que les ressortissants de l ' Etat d ' accueil - portée.....

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 13 juillet 1983. / Affaire 152/82. / Sandro Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri, contre État belge et Asbl Institut supérieur de sciences humaines appliquées - École ouvrière supérieure.
.....

Enseignement supérieur - Droit d'inscription complémentaire.

Arrêt de la Cour du 13 février 1985. / Affaire 293/83. / Françoise Gravier contre Ville de Liège.

Non-discrimination: accès à l'enseignement de formation professionnelle.....

Arrêt de la Cour du 15 octobre 1987. / Affaire 222/86. / Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unectef) contre Georges Heylens et autres.

Libre circulation des travailleurs - Équivalence des diplômes - Entraîneur sportif.

Arrêt de la Cour du 2 février 1988. / Affaire 24/86. / Vincent Blaizot contre Université de Liège et autres......

Non-discrimination - Accès à l'enseignement universitaire - Remboursement de l'indu.
.....

Arrêt de la Cour du 21 juin 1988. / Affaire 39/86. / Sylvie Lair contre Universität Hannover.

Non-discrimination - Accès à l'enseignement universitaire - Aide à la formation.

Arrêt de la Cour du 21 juin 1988. / Affaire 197/86. / Steven Malcolm Brown contre The Secretary of State for Scotland.

Non-discrimination - Accès à l'enseignement universitaire - Aide à la formation.

Arrêt de la Cour du 27 septembre 1988. / Affaire 42/87. / Commission des Communautés européennes contre Royaume de Belgique......

Manquement d'État - Discrimination en raison de la nationalité - Accès à l'enseignement professionnel.

Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 15 mars 1989. / Affaires jointes 389/87 et 390/87. / G. B. C. Echternach et A. Moritz contre Ministre néerlandais de l'Enseignement et des Sciences.

Non-discrimination - Accès à l'enseignement - Financement des études.

Arrêt de la Cour du 30 mai 1989. / Affaire 242/87. / Commission des Communautés européennes contre Conseil des Communautés européennes.

Programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus) - Recours en annulation - Base juridique - Formation professionnelle.

Arrêt de la Cour du 30 mai 1989. / Affaire 56/88. / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord contre Conseil des Communautés européennes.
.....

Programme d'action pour la formation professionnelle des jeunes - Recours en annulation - Base juridique.

Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 13 novembre 1990. / Affaire C-308/89. / Carmina di Leo contre Land Berlin.

Non-discrimination - Enfant d'un travailleur communautaire - Aide à la formation.

Arrêt de la Cour du 7 mai 1991. / Affaire C-340/89. / Irène Vlassopoulou contre Ministerium für Justiz, Bundes- und Europaangelegenheiten Baden-Württemberg.

Liberté d'établissement - Reconnaissance de diplômes - Avocats.

Arrêt de la Cour du 26 février 1992. / Affaire C-357/89. / V. J. M. Raulin contre Minister van Onderwijs en Wetenschappen.

Non-discrimination - Accès à l'enseignement - Financement des études.

Arrêt de la Cour du 26 février 1992. / Affaire C-3/90. / M. J. E. Bernini contre Minister van Onderwijs en Wetenschappen.

Non-discrimination - Accès à l'enseignement - Financement des études.

Arrêt du Tribunal de première instance (cinquième chambre) du 29 janvier 1993. / Affaire T-86/91. / Robert Wery contre Parlement européen.

Conditions d'octroi de l'allocation scolaire.

Arrêt de la Cour du 10 mars 1993. / Affaire C-111/91. / Commission des Communautés européennes contre Grand-Duché de Luxembourg.

Allocations de naissance et de maternité - Condition de résidence - Validité.

Arrêt de la Cour du 31 mars 1993. / Affaire C-19/92. / Dieter Kraus contre Land Baden-Württemberg.

Utilisation d'un titre universitaire de troisième cycle - Législation d'un État membre exigeant une autorisation pour l'emploi des titres obtenus dans un autre État membre.

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 7 décembre 1993. / Affaire C-109/92. / Stephan Max Wirth contre Landeshauptstadt Hannover.

Financement des études - Services - Non-discrimination.

Arrêt de la Cour du 3 mai 1994. / Affaire C-47/93. / Commission des Communautés européennes contre Royaume de Belgique.

Discrimination - Accès à la formation professionnelle.

Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 4 mai 1995. / Affaire C-7/94. / Landesamt für Ausbildungsförderung Nordrhein-Westfalen contre Lubor Gaal.

Règlement (CEE) n° 1612/68 - Article 12 - Notion d'enfant.

Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 1er février 1996. / Affaire C-164/94. / Georgios Aranitis contre Land Berlin.

Système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur - Subordination indirecte aux règles nationales - Profession réglementée.

Arrêt de la Cour du 12 mai 1998. / Affaire C-85/96. / María Martínez Sala contre Freistaat Bayern.

Articles 8 A, 48 et 51 du traité CE - Notion de 'travailleur' - Article 4 du règlement (CEE) n° 1408/71 - Allocation d'éducation - Notion de 'prestation familiale' - Article 7, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 1612/68 - Notion d'"avantage social" - Exigence de possession d'une carte ou d'un titre de séjour.

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 8 juin 1999. / Affaire C-337/97. / C.P.M. Meeusen contre Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep.....

Règlement (CEE) n° 1612/68 - Libre circulation des personnes - Notion de "travailleur" [Enfants de travailleurs frontaliers]- Liberté d'établissement - Financement des études - Discrimination fondée sur la nationalité - Condition de résidence.....

Arrêt de la Cour du 6 juin 2000. / Affaire C-281/98./ Roman Angonese contre Cassa di Risparmio di Bolzano SpA.

Libre circulation des personnes - Accès à l'emploi - Certificat de bilinguisme délivré par une administration locale - Article 48 du traité CE (devenu, après modification, article 39 CE) - Règlement (CEE) n° 1612/68.....

Arrêt de la Cour du 20 septembre 2001. / Affaire C-184/99. / Rudy Grzelczyk contre Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Articles 6, 8 et 8 A du traité CE (devenus, après modification, articles 12 CE, 17 CE et 18 CE) - Directive 93/96/CEE du Conseil - Droit de séjour des étudiants - Législation nationale garantissant un minimum de moyens d'existence, dit 'minimex', aux seuls nationaux, aux personnes bénéficiant de l'application du règlement (CEE) n° 1612/68, aux apatrides et aux réfugiés - Etudiant étranger ayant gagné sa vie pendant les premières années d'études.

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 22 janvier 2002. / Affaire C-31/00. / Conseil national de l'ordre des architectes contre Nicolas Dreessen.

Articles 10 CE et 43 CE - Législation nationale subordonnant l'accès à la profession d'architecte à la possession d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle - Ressortissant communautaire titulaire d'un diplôme ne figurant pas parmi ceux énumérés par la directive 85/384/CEE - Obligation pour l'Etat membre d'accueil, saisi d'une demande d'exercer la profession d'architecte sur son territoire, de procéder à une comparaison des compétences attestées par le diplôme et l'expérience acquise avec les qualifications exigées par sa législation nationale.

Arrêt de la Cour du 11 juillet 2002. / Affaire C-224/98. / Marie-Nathalie D'Hoop contre Office national de l'emploi.

Citoyenneté de l'Union - Principe de non-discrimination - Réglementation nationale n'accordant le droit à des allocations d'attente aux ressortissants nationaux qu'à la condition qu'ils aient terminé leurs études secondaires dans un établissement d'enseignement de leur propre Etat membre - Ressortissant national à la recherche d'un premier emploi ayant terminé ses études secondaires dans un établissement d'enseignement d'un autre Etat membre.

ARRÊT DE LA COUR (sixième chambre) 6 novembre 2003 / l'affaire C-413/01 / Franca Ninni-Orasche contre Bundesminister für Wissenschaft, Verkehr und Kunst.....

Libre circulation des travailleurs - Article 48 du traité CE (devenu, après modification, article 39 CE) - Notion de 'travailleur' - Contrat de travail de courte durée déterminée à l'avance - Maintien du statut de 'travailleur' après la fin du contrat de travail - Conditions d'octroi d'avantages sociaux au sens de l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 1612/68 - Bourse d'études.....

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 13 novembre 2003 / Affaire C-153/02 / Valentina Neri contre European School of Economics (ESE Insight World Education System Ltd)

Liberté d'établissement - Reconnaissance des diplômes - Diplôme délivré par une université établie dans un Etat membre - Enseignement préparatoire au diplôme dispensé dans un autre Etat membre et par un autre établissement d'enseignement.

ARRÊT DE LA COUR (cinquième chambre) du 13 novembre 2003 / Affaire C-313/01 / Christine Morgenbesser contre Consiglio dell'Ordine degli avvocati di Genova

Inscription au registre des 'praticanti' - Reconnaissance des diplômes - Accès aux activités réglementées.....

ARRÊT DE LA COUR (grande chambre) du 15 mars 2005 / Affaire C-209/03 / The Queen, à la demande de Dany Bidar, contre London Borough of Ealing, Secretary of State for Education and Skills

Citoyenneté de l'Union – Articles 12 CE et 18 CE – Aide accordée aux étudiants sous forme d'un prêt subventionné – Disposition limitant l'octroi d'un tel prêt aux étudiants établis sur le territoire national

ARRÊT DE LA COUR (première chambre) du 7 juillet 2005 / Affaire C-374/03 / Gaye Gürol contre Bezirksregierung Köln

Accord d'association CEE-Turquie – Article 9 de la décision n° 1/80 du conseil d'association – Effet direct – Accès à l'enseignement des enfants d'un travailleur turc appartenant au marché régulier de l'emploi – Enfants résidant avec leurs parents – Aide à la formation

ARRÊT DE LA COUR (deuxième chambre) du 7 juillet 2005 / Affaire C-147/03 / Commission des Communautés européennes, partie requérante, soutenue par République de Finlande, partie intervenante, contre République d'Autriche, partie défenderesse

Manquement d'État – Articles 12 CE, 149 CE et 150 CE – Conditions d'accès à l'enseignement universitaire – Discrimination